

## **ARRÊTÉ**

**portant abrogation de l'arrêté de mise en demeure du 28 juillet 2023  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société ETA FERTE à FRESSENNEVILLE**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 514-5 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 5 avril 2018 délivré à la société ETA FERTE pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes sise à FRESSENNEVILLE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 mettant en demeure la société ETA FERTE de respecter les dispositions des articles R.512-46-25 et R.512-46-27 du code de l'environnement pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 10 décembre 2024 transmis à l'exploitant par courriel du 13 décembre suivant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Considérant ce qui suit :**

1. la société ETA FERTE a été mise en demeure, le 28 juillet 2023, de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions prévues articles R.512-46-25 et R.512-46-27 du code de l'environnement pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;
2. au cours de la visite d'inspection du 10 décembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait transmis les éléments nécessaires permettant de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 juillet 2023 ;
3. compte-tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 juillet 2023 peuvent être abrogées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1. OBJET**

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 juillet 2023 délivré à la société ETA FERTE pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de FRESSENNEVILLE sont abrogées.

**ARTICLE 2. PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Somme pendant une durée minimale de deux mois.

**ARTICLE 3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier – 80000 AMIENS dans un délai de deux mois à compter de sa notification, le cas échéant par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4. EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la sous-préfète d'ABBEVILLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ETA FERTE.

Amiens, le **27 DEC. 2024**  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD